

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), À paraître, Projet ANR ARMY, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 16\)](#)

Chine, États-Unis/Moyen-Orient, Sociologie militaire, Intelligence économique

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 19\)](#)



[À VENIR \(p. 23\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE



Départ de Flavien Bourrat.

Après trente-quatre années à scruter et à voyager dans le monde arabe, Flavien Bourrat, chercheur sur le Maghreb et le Moyen-Orient à l'IRSEM, a décidé de clore ce mois-ci cette longue période de vie, « avec un petit temps d'avance parce je souhaite me consacrer à une nouvelle aventure », par la publication d'une belle [note de recherche sur le fait national dans le monde arabe](#).

Géographe de formation, Flavien Bourrat a fait de cette région du monde un terrain de passion et d'observation au fil de ses postes pour le ministère. Neuf ans durant, il a dirigé le bureau Maghreb, Proche et Moyen-Orient de la Délégation des affaires stratégiques, l'ancêtre de la DGRIS, de retour en France après deux séjours de plusieurs années au Maroc et en Tunisie.

Spécialiste reconnu, Flavien s'est inlassablement intéressé dans ses notes et travaux à étudier la place des armées et des appareils de sécurité dans les États et dans les sociétés arabes. Son regard sur cette partie du monde si proche de nous, Flavien a voulu tout au long de sa carrière le nourrir d'un constant va-et-vient entre analyse politico-sécuritaire et recherche académique.

Parallèlement à son travail à l'IRSEM, il enseignait aux Langues O' (INALCO) et travaillait avec le Centre euromaghrébin de recherches et d'études stratégiques (CEMRES) dans le cadre de l'initiative 5+5 défense en Méditerranée occidentale. Sa vie d'après l'IRSEM s'annonce tout aussi prometteuse.

Benoît de TRÉGLODÉ
Directeur du domaine
« Afrique, Asie, Moyen-Orient »

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Note de recherche n° 112 – 12 mars.

« [Les boucliers humains dans les conflits contemporains](#) », par Romain DOUILLARD, 10 p.

Expression de la fragilisation croissante de la frontière entre civils et combattants dans les guerres asymétriques, les boucliers humains sont devenus des acteurs clefs du paysage stratégique mondial, dans les conflits opposant les États à des groupes rebelles ou terroristes. Leur utilisation pose un ensemble de problèmes stratégiques, politiques, juridiques et éthiques aux armées qui y sont confrontées.



Brève stratégique n° 19 – 15 mars.

« [La Cour pénale internationale, nouvelle arène du conflit israélo-palestinien ?](#) » par Amélie Férey, 2 p.

La décision de la procureure de la CPI de lancer une enquête sur les violations du droit international commises sur le territoire palestinien marque une nouvelle étape dans la judiciarisation du conflit israélo-palestinien dont l'issue demeure incertaine.



Strategic Brief No. 18 – 17 mars.

« [“Yes to Iron Man, No to Spiderman!” A New Framework for the Enhanced Soldier brought by the Report from the Defense Ethics Committee in France](#) », by Pierre Bourgois, 2 p. (Traduction de la Brève stratégique n° 18 parue le 24 février 2021.)

In December 2020, the Ministry for the Armed Forces made public the first report of the Defense Ethics Committee on the enhanced soldier. This constitutes a fundamental step in understanding the issues of the soldier enhancement phenomenon as well as for its very evolution, and makes France an avant-garde power on these questions.



Note de recherche n° 113 – 29 mars.

« [Le fait national : un paramètre incontournable dans le nouveau contexte politico-stratégique maghrébin et moyen-oriental](#) », par Flavien BOURRAT, 13 p.

Le Maghreb et le Moyen-Orient sont touchés, dans un contexte stratégique régional tendu et instable, par le retour ou l'émergence du fait national comme élément central et structurant du fonctionnement des États et des sociétés. Ce phénomène, qui s'est amplifié à la faveur des soulèvements observés dans le monde arabe et en Iran depuis une dizaine d'années, révèle la priorité désormais accordée au cadre national dans la conduite politique interne comme extérieure des pays, en même temps que le rejet des ingérences étrangères et des utopies transnationales. Ce retour global du national interroge sur les dynamiques dont il est porteur, mais aussi sur les contradictions et les résistances qu'il rencontre au gré des situations et des crises affectant l'ensemble de la région. Il fait ainsi ressortir les tensions entre nationalisme étatique et internationalisme islamiste, mais aussi la difficulté pour plusieurs pays d'accéder au statut d'État-nation viable, et enfin la question du retour éventuel à un ou plusieurs hégémons régionaux.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 93 – 2 mars.

« [Donner la mort depuis les airs](#) », avec Alexandre JUBELIN et le lieutenant-colonel Florian MORILHAT, 1 h 14.

« Le Collimateur » se penche sur l'arme aérienne, et les implications éthiques qu'implique une telle arme dissymétrique, au très large potentiel de destruction tout en restant relativement protégée des feux ennemis, en compagnie du lieutenant-colonel Florian Morilhat de l'armée de l'air et de l'espace, auteur de *Éthique et puissance aérienne* (Economica, 2020).

Avec Alexandre Jubelin, ils évoquent les raisons de l'écriture de cet ouvrage, puis discutent de l'image de l'arme aérienne, des dégâts qu'elle peut commettre ainsi que des différentes approches et stratégies mobilisées pour l'arme aérienne depuis son apparition. Ils détaillent ensuite le développement des armements de précision depuis une

trentaine d'années et les dilemmes éthiques et moraux qui se développent à partir de cette situation. Pour cela ils s'intéressent notamment à l'usage des drones et aux peurs que génèrent les systèmes d'armes létaux autonomes, parfois vus comme des « robots-tueurs ». Ils exposent enfin les cadres juridiques de l'arme aérienne.



Dans le bunker #37 – 5 mars.

« [1917](#) » de Sam Mendes (2019), par QUENTIN, 29 mn.

Nouvel épisode de « Dans le bunker », avec Quentin de la chaîne YouTube « Sur le champ », consacrée à l'analyse tactique et stratégique, avec lequel on s'attaque à un blockbuster récent, très annoncé et qui a parfois déçu : *1917* de Sam Mendes.



Épisode 94 – 9 mars.

« [L'arme informatique dans la guerre moderne](#) », avec Alexandre JUBELIN et le capitaine de frégate Jean-Baptiste FLORANT, 1 h 04.

À l'occasion de la parution du 100^e numéro des « Focus stratégique » de l'IFRI (Institut français des relations internationales), « Le Collimateur » en reçoit l'auteur, le capitaine de frégate Jean-Baptiste Florant, membre du Laboratoire de recherches sur la Défense de l'IFRI, pour parler des versants cyber des opérations militaires contemporaines.

En compagnie d'Alexandre Jubelin, il revient sur les principales étapes du développement de l'informatique dans les armées, puis ils discutent des vulnérabilités qu'impose cette informatisation ainsi que celle de la société au sens large, des contre-mesures pour y remédier, de l'intégration de la lutte informatique dans l'institution militaire.

Ils abordent les trois grandes opérations de lutte informatique offensive que sont Stuxnet (2010), Orchard (2007) et Glowing symphony (2016), avant de poser la question des risques que présente la numérisation des armées, d'imaginer à quoi pourrait ressembler une guerre ouverte avec une dimension cyber et d'interroger la familiarité des militaires avec ces problématiques.



Dans le viseur #25 – 12 mars.

« [Premier décollage en OPEX](#) », avec Alexandre JUBELIN, 27 mn.

Pour le premier épisode d'une série consacrée à l'aviation de chasse et à des « premières fois », le colonel David de l'armée de l'air et de l'espace raconte son premier déploiement extérieur sur Mirage F1, mais aussi son premier décollage et son premier ravitaillement au sein de l'opération Épervier, depuis le Tchad.



Épisodes 95 et 96 – 16 mars.

« [Embarquement à l'École navale \(1/2\) : Balade sonore "À la recherche de Borda"](#) », 33 mn, et « [Embarquement à l'École navale \(2/2\) : Futurs officiers et anciennes traditions](#) », avec Alexandre

JUBELIN et le contre-amiral BAUDONNIÈRE, 1 h 06.

« Le Collimateur » diffuse deux épisodes en immersion au sein de l'École navale, où sont formés les officiers de la Marine nationale. En première partie, Alexandre Jubelin et l'équipe de l'IRSEM présentent un nouveau format de documentaire (ou balade sonore) dans les locaux de l'École, afin de se représenter à quoi ressemble le site, et à quel point il imprègne la formation des officiers.

En deuxième partie, Alexandre Jubelin s'entretient selon un format plus habituel avec le contre-amiral Baudonnière, directeur de l'École, sur le rôle de l'institution, la philosophie et les évolutions de l'École, et les défis soulevés par la Covid-19. Puis, afin d'envisager la chose également du côté des élèves, il s'entretient avec l'élève-officier Hubert et les aspirants Aubin, Chanelle et Mickaël, qui parlent de leurs parcours, de leurs ambitions dans la Marine et de leur ressenti de l'École.



Têtes chercheuses #10 – 19 mars.

« [Étudier le renseignement chinois, au-delà des idées reçues](#) », avec Paul CHARON, 30 mn.

Pour le dixième épisode des « Têtes chercheuses », Alexandre Jubelin reçoit [Paul Charon](#), spécialiste du renseignement et directeur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » de l'IRSEM, pour évoquer un article de 2012 de Peter Mattis, qui ouvrait alors la voie à une nouvelle appréhension et une nouvelle étude des opérations de renseignement

et d'espionnage chinois, intitulé « Assessing Western Perspectives on Chinese Intelligence », paru dans *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*.



Épisode 97 – 23 mars.

« [La guerre contre le terrorisme en actes : force et violence des démocraties libérales](#) », avec Alexandre JUBELIN et Mathias DELORI, 1 h 31.

Les interventions militaires extérieures des démocraties libérales passent dans « Le Collimateur » de l'IRSEM, dans une discussion d'Alexandre Jubelin avec Mathias Delori, chargé de recherche CNRS au Centre Marc Bloch de Berlin, chercheur attaché au centre Émile Durkheim de Sciences Po Bordeaux, et auteur récemment de *Ce que vaut une vie. Théorie de la violence libérale* aux éditions Amsterdam.

Après une première mise au point sur les études critiques et ce qu'il faut en attendre en termes de réflexion stratégique et sur le champ d'étude de l'ouvrage sur les pays « libéraux », ils envisagent les justifications des interventions occidentales par la lutte contre le terrorisme et leurs biais éventuels ainsi que les piliers intellectuels légitimant les formes de cette violence, et les mécanismes idéologiques et psychologiques qui les permettent.



Dans le viseur #26 – 26 mars.

« [Premiers combats pour Serval au Nord-Mali](#) », avec Alexandre JUBELIN, 37 mn.

Dans cet épisode de « Dans le viseur », le chef de bataillon Guillaume raconte les premiers combats de l'opération Serval au Nord-Mali, au sein de l'Adrar des Ifoghas, en 2013.



Épisode 98 – 30 mars.

« [L'Arabie saoudite, entre conflits de famille et grande stratégie au Moyen-Orient](#) », avec Alexandre JUBELIN et Fatiha DAZI-HÉNI, 1 h 35.

« Le Collimateur » se tourne vers la péninsule Arabique et la dynastie Séoud qui dirige l'Arabie saoudite, à l'occasion des remous récents entre le pays et son grand allié américain depuis l'investiture de Joe Biden, en compagnie de [Fatiha Dazi-Héni](#), chercheuse Golfe – Moyen-Orient à l'IRSEM, et auteur de *L'Arabie saoudite en 100 questions* (Taillandier).

Avec Alexandre Jubelin, elle revient sur l'émergence d'une Arabie indépendante depuis le pacte passé entre la dynastie Séoud et la mouvance wahabbite au XVIII^e siècle, puis l'occupation ottomane et l'unification du royaume par Ibn Séoud avec l'aide des Britanniques après la Première Guerre mondiale, les débuts de l'exploitation pétrolière puis l'alliance préférentielle avec les États-Unis et les premiers conflits de succession. Puis ils discutent du dernier chapitre de la monarchie saoudienne à partir de la montée sur le trône du roi Salman en 2005 et le choix de son fils Mohamed Ben Salman pour lui succéder, puis de la place de l'Arabie saoudite au Moyen-Orient face à ses rivaux que sont l'Iran, les Frères musulmans et Al-Qaeda, notamment dans le contexte des printemps arabes à partir de 2011 et de la guerre au Yémen en 2015. Enfin, ils abordent l'évolution de la relation avec les États-Unis, notamment dans le contexte de l'assassinat de Jamal Kashoggi en 2018.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS !](#)

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

À PARAÎTRE



Numéro spécial *Diplomatie* « Les nouveaux enjeux stratégiques américains », en partenariat avec l'IRSEM, avril-mai 2021. En kiosque à la mi-avril.

Alors que la crise de la Covid-19 entame un peu plus la réputation de compétence et d'excellence de l'État américain, les avis divergent à Washington quant au devenir de l'hégémonie américaine, chacun campant sur ses positions. Pour les uns, l'avenir de la puissance est à repenser en fonction de la capacité des États-Unis à lutter contre les changements climatiques et à fédérer les autres États autour de cet objectif. C'est d'ailleurs le pari du président Joe Biden depuis son arrivée à la Maison-Blanche le 20 janvier 2021. Pour les autres, le maintien du dollar comme devise de référence pour les échanges internationaux demeure un déterminant de la puissance et de la capacité d'influence des États-Unis sur ses alliés et partenaires. Mais c'est une nouvelle fois sur le plan intérieur, et

notamment au Congrès, que se jouent les arbitrages budgétaires et les choix de société de l'ère Biden, en faveur d'une démocratie sociale ou d'une défense renforcée.

L'élection présidentielle américaine de novembre 2020 a été qualifiée à de nombreux égards comme un tournant historique pour les États-Unis et leurs partenaires ou compétiteurs stratégiques. Elle a révélé comme jamais les profondes divisions à l'œuvre au sein de la société américaine et a porté à son paroxysme la balkanisation des opinions publiques en annonçant une nouvelle ère pour les guerres de l'information exacerbées par les facteurs endogènes. Elle a cristallisé les *culture wars* et l'extrême polarisation entre l'Amérique des côtes et la *Middle America*, l'Amérique de la dé-mondialisation et l'Amérique mondialiste, entre progressistes et conservateurs, avocats du multiculturalisme et suprémacistes blancs, tenants du libre-échange et défenseurs du protectionnisme économique – autant de lignes de failles qui divisent les États-Unis, paralysent la société et les institutions à un point tel que Washington a semblé, au terme de l'ère Trump, trop préoccupée par les dysfonctionnements nationaux américains pour pouvoir assumer les responsabilités internationales qui avaient fait la réputation des États-Unis depuis 1945.

Le modèle américain est donc en crise et ne fait plus figure de modèle. Une alternative partisane est-elle néanmoins possible en politique étrangère ? Ou bien le conservatisme et le nationalisme sont-ils amenés à demeurer une ligne de force, quand le nationalisme technologique tend à s'imposer dans les relations internationales ? La question du déclin est-elle pour autant tranchée, comme se plaisent à l'avancer les principaux rivaux stratégiques des États-Unis ? Et l'Amérique peut-elle se permettre de laisser la place au vide stratégique tant convoité par ses compétiteurs, au premier rang desquels la Chine de Xi Jinping, avide de supplanter le « rêve américain » par le « rêve chinois » ? En rejetant le multilatéralisme et en fragilisant un de ses principaux atouts, les alliances, les États-Unis de Donald Trump ont-ils été le fossoyeur de l'ordre international libéral ? Le nouveau locataire de la Maison-Blanche sera-t-il capable de relever le défi des nouveaux enjeux stratégiques imposés par l'ère multi-polaire et enfin dans quelle mesure « le retour de l'Amérique » et la diplomatie des valeurs prônée par Joe Biden pourraient-ils être mis en œuvre ?

Voici quelques-unes des questions auxquelles les auteurs de ce numéro apportent des éléments de réponse. Treize d'entre eux sont chercheurs ou directeurs de domaine à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) à Paris. Le magazine *Diplomatie* et l'IRSEM sont

fiers d'avoir pu collaborer avec quelques-uns des meilleurs experts français et canadiens de la politique américaine, dont les éclairages pourront permettre aux lecteurs de mieux comprendre les défis contemporains auxquels sont confrontés les États-Unis de Joe Biden.

Maud QUESSARD

Directrice du domaine « Espace euratlantique - Russie »

PROJET ANR ARMY



ARMY – Analyse de la gestion militaire de la crise du coronavirus.

L'équipe ANR ARMY, pour la troisième séance de son séminaire (fermé), a assisté à une présentation du CBA J.-B. sur le thème « Les armées face à une menace biologique sur le territoire national, répondre aux épidémies et aux attaques ».

Poursuite du projet : Les entretiens qualitatifs auprès des acteurs militaires se poursuivent et le questionnaire qualitatif à destination d'un panel représentatif de la population (3 000 personnes) sur les représentations de la crise sanitaire et du rôle des armées est en cours d'administration.

Le programme de recherche, Site web : <https://anrarmy.hypotheses.org>

Adresse email : anrarmy@sciencespo.fr

Twitter : [@ANR_Army](https://twitter.com/ANR_Army)

ÉVÉNEMENTS

10 mars 2021 : Séminaire des doctorants : RETEX de thèse « Fin de thèse, de la rédaction à la soutenance ».



Mercredi 10 mars, [Julie Deschepper](#), docteure en histoire et Academic Assistant au Kunsthistorisches Institut à Florence, [Quentin Ramond](#), docteur en sociologie et Assistant Professor au Center for Social Conflict and Cohesion Studies, ainsi que [Maxime Audinet](#), docteur en science politique et en études slaves, et chercheur à l'IRSEM, sont revenus sur leur expérience de fin de thèse pour répondre aux questions des doctorants dans le cadre du séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche en sciences sociales ». Ils ont notamment répondu à nos questions sur la phase de rédaction, la préparation et le déroulement de la soutenance, la gestion du stress et l'équilibre avec la vie privée, ainsi que les réflexions à avoir pour l'après-thèse.

Organisé sur Zoom par Louis Perez et Carine Monteiro Da Silva, doctorants au Centre Thucydide et associés à l'IRSEM, ce séminaire se décline en trois formats avec intervenants : atelier méthodologique, RETEX de thèse et présentation de parcours professionnels. Chaque mois, le séminaire propose également un format entre doctorants : la séance du 22 mars a permis de discuter des outils utiles pour la thèse.

[Pour en savoir plus](#) sur le séminaire ou pour s'inscrire à la liste de diffusion, il suffit d'écrire à carine.monteirodasilva@irsem.fr et perezlouis14@gmail.com.

Carine MONTEIRO DA SILVA
Doctorante associée

11 mars : Séminaire « Enjeux stratégiques dans les Amériques – Coopérations régionales et rivalités stratégiques », IRSEM/Institut des Amériques.



Jeudi 11 mars s'est tenu un séminaire conjointement organisé par l'IRSEM et l'IDA sur les coopérations régionales et les rivalités stratégiques dans les Amériques avec Thomas Legler en tant qu'invité d'honneur de la séance. Thomas Legler est docteur de l'université de York au Canada et spécialiste des relations internationales, de la politique comparée latino-américaine et du multilatéralisme. Il a été directeur de recherche de l'université ibéro-américaine au Mexique et publie régulièrement des articles en lien avec les enjeux de démocratie à l'échelle continentale, les modes de gouvernance régionale du continent, le multilatéralisme et les rivalités géostratégiques.

Thomas Legler a structuré sa présentation autour du concept de « bouleversement de l'ordre régional » (*hemispheric order upheaval*) depuis la fin du siècle dernier ainsi que l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les gouvernements du sud du continent. Après avoir été confrontée à des difficultés d'ordre politique et économique, l'Amérique latine a subi une série de chocs externes. La polarisation idéologique s'est intensifiée, tandis que les crises vénézuélienne et brésilienne sont venues déstabiliser un peu plus la région. La pandémie a également accentué les fractures internes des sociétés nationales. L'hémisphère américain traverse ainsi une phase de transition prolongée, lente et incertaine qui s'inscrit dans le processus de « slowbalisation » (*slow* et *globalisation*) et se traduit par un affaiblissement de la gouvernance régionale.

Les attentats du 11 septembre 2001, les tensions idéologiques, l'inconstance des tendances du système électoral, la fluctuation des cours mondiaux des matières premières, la vague de protestations populaires qui a ébranlé l'Amérique latine en 2019, la rivalité sino-américaine ainsi que la pandémie sont autant d'exemples de chocs aux répercussions déstabilisatrices. Le nouveau millénaire a accentué

le déclin hégémonique des États-Unis ainsi que la multi-polarisation, avec les aspirations du Brésil ou encore du Venezuela pendant la première décennie du XXI^e siècle. Les tentatives de construire un ordre régional latino-américain autonome ont échoué. La stabilité du sud du continent s'est érodée par ailleurs sous le coup de la présence croissante de puissances extrarégionales (Chine, Russie, Union européenne, Inde, Iran, Turquie). Le déficit de leadership post-Lula et Chavez a favorisé l'émergence d'un vide stratégique, comblé par une focalisation sur d'autres sujets de tensions, comme la gestion de la crise vénézuélienne.

En l'absence de leadership politique et idéologique, l'émergence de normes propres à l'Amérique latine en matière de santé, de sécurité nationale, etc. a échoué et la promotion de la démocratie sur le sous-continent a décliné. Les droits de l'homme ainsi que les principes propres au Consensus de Washington (corpus de mesures d'inspiration libérale) ne sont plus respectés ou pris en compte. Les tensions persistent entre intégration économique et intégration de projets politiques ou sociaux. Les expériences de coopération latino-américaine ont failli. Pourtant, la prolifération institutionnelle a permis un nouvel équilibre multilatéral compétitif et l'approfondissement de nouvelles alliances, comme nous le démontre le développement de PROSUR qui a remplacé l'UNASUR.

Cependant, la coopération politique et diplomatique peut engendrer des revers dont l'atomisation de partenariats préexistants. La pandémie a altéré les impératifs et processus d'intégration régionale ; on constate de nouvelles formes indirectes de gouvernance qui orchestrent les activités des réseaux d'organisations régionales. Ces altérations sont en partie liées au phénomène d'« inter-présidentialisme pathologique », un concept que Thomas Legler a défini de la manière suivante : les dynamiques géostratégiques ont été jusque-là axées sur la projection régionale de l'autorité présidentielle. Les institutions étatiques étaient faibles, et cette faiblesse a été éprouvée pendant l'épidémie. La pandémie a affecté le rôle des institutions présidentielles latino-américaines et a ainsi favorisé l'émergence de nouvelles formes de coopération, qui pourraient à l'avenir se prouver efficaces. Des acteurs paraétatiques jouent désormais un rôle considérable et les négociations pouvant impliquer un changement de régime ou une promotion de la démocratie ne sont plus forcément menées par les mêmes protagonistes. La crise actuelle a donc eu un impact stratégique considérable en Amérique latine. L'absence de leadership régional, exacerbée par les actions de Donald Trump et Jair Bolsonaro, a laissé place à de nouveaux acteurs, comme le Chili et la Colombie, ou encore l'alliance stratégique entre le

Mexique et l'Argentine grâce à la promotion de l'axe autonome lié à la CELAC (Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes).

Dans ce contexte et dans le prolongement de la politique d'Obama, Joe Biden compte organiser un forum avec tous les partenaires du continent, cependant les États-Unis disposent de ressources limitées, notamment vis-à-vis du géant chinois, pour réaffirmer leur hégémonie. L'administration Biden se concentrera probablement sur les États du Triangle nord de l'Amérique centrale, ainsi que sur le Mexique afin de régler les problématiques liées à l'immigration. La course aux vaccins ou encore la compétition technologique exacerbent les incertitudes de cet ordre régional en transition et la présence accrue actuelle d'acteurs comme la Chine pourrait davantage bouleverser l'Amérique latine.

Philippe RAPHANAUD
Assistante de recherche

16 mars : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Le mardi 16 a eu lieu le séminaire Jeunes Chercheurs de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire, sous la direction de [Jean-Vincent Holeindre](#), regroupant des intervenants autour de thématiques propres à l'histoire militaire.

La première présentation, d'Arthur Servier (Université Paul Valéry de Montpellier), a d'abord donné lieu à une définition et une contextualisation de son sujet de thèse, « Les militaires français internés en Suisse durant la Seconde Guerre mondiale ». L'objet de sa recherche concerne les troupes françaises du 4^e corps d'armée du Jura, internées en Suisse de juin 1940 à janvier 1941. Il s'agit d'un sujet n'étant que très peu traité dans la littérature. Plusieurs méthodes de prospection des sources ont été mobilisées par l'intervenant, en raison de leur dis-

person : les archives de la presse, les ressources du service historique de la Défense (notamment les rapports et carnets de marche), celles des services diplomatiques, ou encore, et principalement, celles des archives fédérales suisses (regroupant des éléments du commissariat à l'internement, des sources militaires et policières).

La présentation a été discutée par Hervé de Weck, historien et rédacteur en chef de la *Revue militaire suisse* (1991-2006). Le Pr de Weck a fait part d'éléments pouvant enrichir le corpus de sources, comme la consultation des documents des troupes chargées de l'internement (la 2nd Brigade légère suisse), les journaux des douaniers, les sources allemandes ainsi que les titres de presse des cantons concernés. Les questions de la perception des troupes internées, par les populations suisses, ainsi que de la mémoire, ont été abordées, comme la question des troupes coloniales du 4^e corps, en particulier des Spahis.

La seconde présentation, de Margarita Rudkovskaya (Université de Nice Sophia Antipolis), a débuté par une délimitation chronologique de son sujet « Les traumatismes de guerre dans les écrits des marins émigrés russes : vivre et surmonter », à l'entre-deux-guerres, plus précisément dès 1920, période durant laquelle les populations russes blanches quittent la Crimée pour s'embarquer en direction de Constantinople (novembre-décembre 1920). La chercheuse propose l'étude du phénomène mémoriel chez ces populations, en particulier des marins de la flotte impériale de la mer Noire, qui rejoignent alors principalement Nice, Toulon et Bizerte. Margarita Rudkovskaya distingue trois temporalités dans cet exil : la *dispersion*, l'*installation* et la *mémorialisation*. Le corpus documentaire est conséquent et aux sources nombreuses (documents du SHD, les archives paroissiales, municipales et départementales de Toulon, des documents privés, des mémoires, des carnets et rapports de marine, des ressources épistolaires notamment). La persistance de comportements et de pratiques issues de la marine impériale est au cœur de son étude, dont le sujet suscite en Russie beaucoup d'intérêt depuis la fin de la décennie 1990.

À la suite de cette présentation, Céline Marangé, chercheuse spécialiste de la Russie et de l'histoire militaire au Service historique de la Défense, a souligné l'importance quantitative et qualitative du corpus de sources mobilisé pour cette thèse. L'approche anthropologique a été saluée, ainsi que l'importance accordée par la doctorante aux trajectoires individuelles, toujours replacées dans le contexte plus général de l'exil des Russes blancs.

Andrea BONADONNA
Assistant de recherche

22 mars : Visite de Ahmad Massoud.



Le 22 mars 2021, Ahmad Massoud – fils du commandant Ahmad Châh Massoud – a participé à une réunion à l'IRSEM, dans le cadre de son séjour en France soutenu par le Programme d'invitation des personnalités d'avenir (PIPA) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). En présence de [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM, de Foudil Bouregba du MEAE, d'Olivier Schmitt, directeur des études de l'IHEDN, d'[Emmanuel Dreyfus](#), chercheur Russie à l'IRSEM, et de Mélanie Sadozaï, doctorante à l'INALCO, Ahmad Massoud a partagé ses ambitions pour l'Afghanistan et son analyse de la politique régionale. Sous forme d'échange avec les participants, il a notamment abordé la question des relations de l'Afghanistan avec le Pakistan et le Tadjikistan, l'implication de la Russie dans les négociations de paix, et les problèmes d'insécurité et de trafic de drogue que connaît le pays. Tout au long de la réunion, il a insisté sur le besoin de réformer le système politique et la constitution dans le but de décentraliser le pouvoir. Pour Ahmad Massoud, la décentralisation, fondée sur le renforcement des compétences locales, ouvrira la voie à une plus grande confiance de la population en son gouvernement, et à la stabilisation de l'Afghanistan.

Mélanie SADOZAÏ
Doctorante à l'INALCO

22 mars : Table ronde « La Russie au Sahel ».

La table ronde a réuni des chercheurs, russologues et africanistes, ainsi que des analystes et des représentants du ministère des Armées. La réunion visait à croiser leurs différentes perspectives pour discuter des mutations récentes et de l'étendue effective de la présence

de la Russie en Afrique subsaharienne francophone. Plus spécifiquement, les participants se sont penchés sur les acteurs, les pratiques et les relais de l'influence russe au Sahel, en particulier dans les champs sécuritaire et informationnel.

Maxime AUDINET
Chercheur Stratégies d'influence

25 mars : Séminaire Conflits et économie de défense.



Nouvelle séance du séminaire « Conflits et économie de défense » dans une version virtuelle avec la présentation de Sylvain Moura (Observatoire économique de la défense) d'un travail intitulé « La fragmentation mondiale des chaînes de production en biens militaires de la France ». Cet article analyse les échanges extérieurs de la France pour la fourniture de biens militaires. Plus précisément, l'auteur utilise les données de douane pour étudier les flux de produits militaires, finaux ou intermédiaires. Dans un contexte mondial de fragmentation internationale de la chaîne de production, l'auteur met en avant que la production d'armement française ne fait pas exception. Cependant, cette fragmentation est majoritairement au profit de l'Union européenne et des États-Unis et traduit une logique industrielle cohérente avec les dynamiques d'alliances et de coopération de la France. Une riche discussion a été engagée par Julien Malizard (Chaire économie défense) et a été suivie par un dialogue avec le public virtuellement présent.

Cécile FAUCONNET
Chercheuse Économie de défense

25 mars : Séminaire « Femmes, paix et sécurité : quels dispositifs de mise en œuvre ? », IRSEM/Avec les femmes de la défense.



Organisé conjointement par le domaine « Défense et société » de l'IRSEM et l'association Avec les femmes de la défense (Af1d2), ce webinaire avait pour objectif d'établir un état des lieux des connaissances portant sur l'agenda Femmes, paix et sécurité (FPS) au sein des armées. Introduit par [Jean-Vincent Holeindre](#), directeur scientifique de l'IRSEM, et le Gal Anne-Cécile Ortemann, directrice adjointe de la DICOD et présidente de l'association Af1D2, l'événement réunissait quatre militaires officiers servant à différents postes : le GCA Laurent Kolodziej, commandant du Corps de réaction rapide européen, la LCL Camille, actuellement affectée à l'European Military Staff, et les CDT Karine et Lauranne, actuelle et future conseillères pour les questions de genre au Commandement allié Transformation (ACT) de l'OTAN (Norfolk). Les échanges étaient modérés par [Camille Boutron](#), chercheuse du domaine « Défense et société » de l'IRSEM.

Un premier tour de question a concerné l'agenda FPS en tant que tel et ses différents domaines d'intervention. La CDT Lauranne a commencé par rappeler le contexte dans lequel il a été élaboré, pour ensuite montrer qu'il concernait les armées à plusieurs titres, en les invitant notamment à mieux mobiliser la perspective de genre dans le champ opérationnel. La CDT Karine a surenchéri en insistant sur la différence entre sexe et genre et sur la dimension construite, et sans cesse évolutive, des rôles et identités liés au genre dans différentes sociétés : mieux les connaître et mieux les comprendre représente un véritable multiplicateur de l'efficacité opérationnelle. Le GCA Kolodziej a quant à lui souligné que s'il n'avait pas eu à mobiliser l'agenda FPS en tant que tel lorsqu'il se trouvait lui-même en opération extérieure, il n'en reconnaissait pas moins le rôle fondamental que pouvaient jouer les femmes au sein des contingents militaires, et la néces-

sité d'en accroître le nombre et la visibilité à des postes de commandement. Enfin la LCL Camille a rappelé que l'agenda FPS proposait un ensemble d'outils concrets pour la résolution des conflits et la gestion de sortie de crise, et en a évoqué les différents usages dans le cadre de l'action extérieure de l'Union européenne.

Une deuxième série de questions portait plus précisément sur les mécanismes de mise en œuvre de l'agenda au sein des armées, mais aussi des organisations internationales de défense et sécurité. La CDT Karine a exposé les différentes directives élaborées par l'OTAN afin d'intégrer la perspective de genre au niveau stratégique mais aussi opérationnel. À ce titre, la création de la figure du « conseiller genre » et la mise en place d'un bureau permanent pour la représentante spéciale du secrétaire général de l'OTAN pour les femmes, la paix et la sécurité apparaissent comme des avancées significatives. Mais si les textes et directives existent, leur mise en œuvre reste incomplète. La LCL Camille a notamment souligné que, bien que la mixité soit présentée comme une valeur centrale de la politique commune de sécurité et de défense européenne (CSPD), elle restait difficile à atteindre, notamment concernant les contingents militaires. Le GCA Kolodziej a insisté de son côté sur la nécessité pour le haut commandement de se saisir de la question et d'investir l'agenda FPS, et ce afin de donner un exemple positif permettant d'aller vers la concrétisation d'idées qui restent encore trop souvent sur le papier. La CDT Bureau a en effet mentionné le manque de formation spécifique sur ces questions dans les armées françaises et plaidé pour qu'un effort puisse être mené en ce sens. Elle a aussi rappelé que les enjeux soulevés par l'agenda FPS ne concernaient pas seulement la mixité des armées et qu'il était nécessaire de travailler plus en profondeur sur ces questions.

La séance s'est poursuivie par un échange entre les intervenants et le public, au cours duquel plusieurs points ont été soulevés, concernant notamment les mesures à mettre en œuvre afin de mieux faire connaître l'agenda FPS en France en général et dans les armées en particulier. Au-delà de son aspect prescriptif et éventuellement contraignant, l'agenda FPS présente en effet une véritable opportunité de rayonnement et d'innovation stratégique. Autant de pistes à continuer d'explorer.

Camille BOUTRON

Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

30 mars : Séminaire de recherche « Les violences de guerre ».



La séance était consacrée à la présentation d'un texte de philosophie sur les violences de guerre. Dès lors qu'il est question de penser cette violence, comme élément décisif du rapport entre groupes sociaux et politiques qu'est la guerre, il semble difficile de s'extraire d'oppositions classiques. Selon son origine, la violence sera tantôt oppressive, tantôt libératrice. Elle exprimera spontanément un débordement incontrôlé d'affects, tout comme elle pourra être instrumentale. Une violence publique, politique, dont l'État se fait le monopole, sera dite légitime, alors qu'une violence privée, criminelle, n'aura de sens qu'à devoir disparaître du corps social. Plus généralement encore, on la dira tour à tour propre à la nature humaine et à ses passions tumultueuses, ou bien déterminée par des causes objectives, telle une chose parmi les choses. Mais il n'y a pas *la* violence, seulement des événements et des actions qualifiés de *violents*. La présentation visait à penser les violences de guerre, à partir de leur *sens*, sans leur causalité, sans leur légitimité, sans leur concept. Les violences de guerre furent ainsi thématiques suivant cinq modalités constitutives : corporéité, authenticité, historicité, responsabilité et, enfin, liberté.

Édouard JOLLY

Chercheur Théorie des conflits armés

31 mars : Seminar [online] « The Moldova / Ukraine border – “Europeanizing a post-Soviet border: EU’s actions at the Moldova/Ukraine border” », IRSEM/INALCO.



Le mercredi 31 mars a été organisé par [Emmanuel Dreyfus](#) et Mélanie Sadozaï, dans le cadre du séminaire mensuel « Managing Borders in Eurasia » une séance intitulée « Europeanizing a post-Soviet border: EU’s actions at the Moldova/Ukraine border ». [Mykhailo Minakov](#), philosophe politique et chercheur senior au Kennan du Wilson Center a présenté, sous la règle de Chatham House, son point de vue concernant les complexités liées aux États *de facto*.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l’ordre international a permis l’émergence de quatre types d’États : les États « noyaux » (*core states*), les États semi-périphériques, les États périphériques et les États non reconnus. Au sein des États non reconnus, à l’extrême périphérie du système mondial, il existe des États *de facto*. La dissolution de l’URSS en 1991 a laissé place à quatre États *de facto* : la Transnistrie, l’Abkhazie, l’Ossétie du Sud et le Nagorno-Karabakh. Les frontières de ces territoires sont poreuses et les tensions visibles. Ce modèle étatique a pourtant proliféré, c’est un modèle au sein duquel le gouvernement tente de survivre tout en remplissant des fonctions internes relatives au monopole du pouvoir, au besoin de répondre aux demandes de l’État sponsor et au besoin de répondre aux menaces faites par l’État « parent » (État auquel le territoire sécessionniste est originellement lié).

Les contestations antérieures non résolues, associées à la dissolution de l’Union soviétique, ont causé une vague de conflits ethniques qui ont provoqué l’émergence de mouvements pro-indépendantistes au sein de certaines républiques post-soviétiques, notamment en Ukraine, en Moldavie, en Géorgie, en Azerbaïdjan et en Arménie. Parmi les États post-soviétiques, seule la Biélorussie n’est

pas contrainte à des défis sécessionnistes sur son territoire. La fragilité de cette « ceinture » territoriale est due aux divisions internes et à la désintégration politique de l’Europe de l’Est, contrairement à l’Europe de l’Ouest, où des peuples souverains se sont intégrés au sein d’appareils étatiques reconnus. Selon Mykhailo Minakov, il existe un réseau informel entre la Russie et les États *de facto*, aussi bien au niveau économique que social. D’autres États semi-périphériques influencent ces territoires, comme la Turquie, grâce à des aides financières et sanitaires. Il existe également des « points chauds » (*hot spots*) dans la région qui pourraient devenir des États *de facto*.

Philippine RAPHANAUD
Assistante de recherche

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Intervention : « La fin de thèse » dans le séminaire des doctorants « RETEX de thèse », organisé par Carine Monteiro Da Silva et Louis Perez, 10 mars 2021.

- Intervention : « Manufacturing Influence: The Case of Russia's Public Diplomacy in the Post-Soviet Era » dans le cours de G. Prelz Oltramonti, ESPOL, 17 mars 2021.

- Organisation et participation à la table ronde « La Russie au Sahel », IRSEM, 22 mars 2021.



Élie BARANETS

- Intervention : « Évolution de la conflictualité : quelles reconfigurations stratégiques au XXI^e siècle ? », IHEDN, 22 mars 2021.



Flavien BOURRAT

- Publication : « [Le fait national : un paramètre incontournable dans le nouveau contexte politico-stratégique maghrébin et moyen-oriental](#) », Note de recherche n° 113, IRSEM, 29 mars 2021.



Pierre BOURGOIS

- Publication : « [“Yes to Iron Man, No to Spiderman!” A New Framework for the Enhanced Soldier brought by the Report from the Defense Ethics Committee in France](#) », Strategic Brief No. 18, IRSEM, 17 mars 2021.

- Communication : « “Yes to Iron Man, No to Spiderman!”: Reflections about the French Defence Ethics Committee's report on the enhanced soldier », CGPACS Colloquium Series, Center for Global Peace and Conflict Studies (CGPACS), University of California, Irvine, 4 mars 2021.



Camille BOUTRON

- Publication : « Faire entendre sa voix. Solidarités combattantes et interventions féministes dans le processus de paix colombien », *Négociations*, 34, 2020, p. 63-78.

- Participation à la conférence « [La féminisation des armées : progrès sociétal ou enjeu opérationnel](#) », organisée par l'IRIS et la mutuelle UNEO, 8 mars 2021.

- Animation du webinaire « Les armées face à l'agenda Femmes, paix et sécurité, quels dispositifs de mise en œuvre ? », IRSEM, 25 mars 2021.

- Tribune : « La mixité en question, les femmes militaires, un atout majeur pour la modernisation des armées », *Défense Expert Magazine*, n° 5, avril-mai-juin 2021, p. 8-9.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Présentation « Interdire les armes nucléaires ? » dans le cadre de l'atelier d'actualité sur les questions stratégiques du CIENS, 4 mars 2021.



Paul CHARON

- Intervention : « Les enjeux de la guerre de l'information à l'horizon de 15 ans : le cas de la Chine », présentation devant des cadres du centre de doctrine et d'enseignement du commandement de l'armée de terre (CDEC), École militaire, 3 mars 2021.

- Publication : *Strategic foresight in China. The other missing dimension*, Foresight Series, European Union Institute for Security Studies, 11 mars 2021.

- Intervention : « Épistémologie et méthodes d'analyse d'anticipation », au profit des auditeurs de la formation sécurité économique et protection du patrimoine de l'IHEDN, École militaire, 12 mars 2021.

Podcast : « Étudier le renseignement chinois, au-delà des idées reçues », « Têtes chercheuses #10 : Le Collimateur », IRSEM, 19 mars 2021.



Fatima DAZI-HÉNI

- Participation à l'émission « Cultures Monde » de Florian Delorme, série « Femmes en lutte », épisode 2, « [Conduire, voyager, divorcer : le désir d'émancipation des femmes du Golfe](#) », France Culture, 9 mars 2021.

- Audition aux côtés de Stéphane Lacroix et Denis Bauchard, [Table ronde sur la géopolitique du golfe Persique](#), Commission des affaires étrangères, 10 mars 2021.

- Visioconférence dans le cadre du séminaire Géopolitique du Moyen-Orient dirigé par Jean Marcou, « Le leadership saoudien dans la région MENA sous le roi Salman et le prince héritier Mohammed Bin Salman », IEP de Grenoble, 15 mars 2021.

- Entretien « [L'affaire Khashoggi : Quel avenir pour les relations entre les États-Unis et l'Arabie saoudite](#) », blog de l'institut-ega.org, 22 mars 2021.

- Podcast : « [L'Arabie saoudite, entre conflits de famille et grande stratégie au Moyen-Orient](#) », « Le Collimateur », IRSEM, 30 mars 2021.



François DELERUE

- Audition parlementaire : table ronde sur la cybersécurité [en ligne], [mission d'information sur « les géants du numérique »](#), Commission des Affaires étrangères, Assemblée nationale, Paris, 30 mars 2021.

- Publication : *Cyber Operations and International Law* (CUP 2020), édition brochée.

- Présentation [en ligne] de *Cyber Operations and International Law* (CUP 2020) à la faculté de droit de l'Université Nova de Lisbonne, Portugal, 3 mars 2021.

- Présentation [en ligne] d'un article co-écrit avec Joanna Kulesza (Université de Lodz, Pologne), « National Sovereignty in Cyberspace – scope, limits and definitions », dans le cadre de la [10th Annual Cambridge International Law Conference](#), Université de Cambridge, Royaume-Uni, 20 mars 2021.

- Participation [en ligne] à la table ronde « Alliance Strategy in Cyberspace », dans le cadre de la conférence « NATO Cyber Defence – ready for the future? », OTAN, Bruxelles, Belgique, 25 mars 2021.



Emmanuel DREYFUS

- Organisation et participation au séminaire [en ligne] INALCO/IRSEM, « The Moldova/Ukraine Border », 31 mars 2021.



Cécile FAUCONNET

- Publication : « [Les graphes de cooccurrences technologiques pour l'analyse de l'innovation/Technological co-occurrence graphs for innovation analysis](#) », ISTE OpenScience, 12 mars 2021.



Amélie FÉREY

- Citée par Margot Davier, « Cargo attaqué. Israël accuse l'Iran et dose sa riposte », *Libération*, 1^{er} mars 2021.

- Citée par Joseph Confavreux, « [Une justice politique ? Retour sur l'itinéraire théorique du "lawfare"](#) », *Médiapart*,

6 mars 2021.

- Publication : « [La Cour pénale internationale, nouvelle arène du conflit israélo-palestinien ?](#) », Brève stratégique n° 19, IRSEM, 15 mars 2021.

- Citée par Stéphanie Khouri « [L'union politique des Palestiniens d'Israël : un pari perdu d'avance ?](#) », *L'Orient Le Jour*, 20 mars 2021.

- Participation à « [Qu'est devenue la gauche israélienne](#) », « Les enjeux internationaux », de Julie Gacon, France Culture, 25 mars 2021.



Pierre HAROCHE

- Présentation sur la coopération européenne en matière de défense pour le Centre d'enseignement militaire supérieur Air, 12 mars 2021 (avec Maud Quessard et Marianne Péron-Doise).



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Chapitre de livre : « La guerre, le droit et la justice », in Louis Gautier (dir.), *Mondes en guerre. Tome IV. Guerre sans frontières. 1945 à nos jours*, Paris, Passés/Composés, 2021, p. 453-515.

- Interview sur l'éthique du soldat augmenté, *Philosophie magazine*, 10 mars 2020.

- Auditionné sur les drones armés par la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, Paris, 16 mars 2021.



Édouard JOLLY

- Conférence : « L'environnement comme problème stratégique. Transition énergétique et changement climatique au sein des forces françaises », avec Angélique Palle, dans le cadre du Séminaire interarmées des grandes écoles militaires (SIGEM), École militaire [retransmis en direct], 16 mars 2021.

- Intervention : « Violences de guerre », séminaire de recherche [en ligne], IRSEM, École militaire, 30 mars 2021.



Anne-Laure MAHÉ

- Animation de l'émission « Cosmo-Politique » : entretien avec Hager Ben Jaffel sur les relations anglo-européennes en matière de renseignement, Fréquence Protestante, 11 mars 2021.



Anne MUXEL

- Grand entretien : « L'expérience de cette pandémie inaugure pour la jeunesse un retour du tragique », *Le 1*, 10 mars 2021.

- Intervention : « L'Engagement des jeunes » lors du Comité stratégique du service civique, 4 mars 2021.

- Séminaire « Les jeunes générations et la crise sanitaire », débat avec Frédéric Worms, ENS, 16 mars 2021.

- Invitée à l'émission « Nous sommes la génération 2021 » consacrée à la jeunesse, France 2, 18 mars 2021.



Maud QUESSARD

- Présidence du séminaire « Coopérations régionales et rivalités stratégiques dans les Amériques » avec Thomas Legler, Kevin Parthenay et Jean-Baptiste Velut, IRSEM-IDA, 11 mars 2021.

- Conférence : « Les relations États-Unis-Russie-Chine », colloque CESA, École militaire, 12 mars 2021.

- Invitée par Christine Ockrent à l'émission « Affaires étrangères », « Espace numérique : la géopolitique à l'heure cyber », France Culture, 13 mars 2021.

- Intervention dans « Chine, Japon, Corée, Inde... l'Asie, priorité de la diplomatie américaine » avec Christophe Pager, RFI, 16 mars 2021.

- Intervention dans « L'Occident provoque-t-il la Russie ? » avec Emmanuel Laurentin, France Culture, 25 mars 2021.

- Conférence : « Les États-Unis et les compétitions stratégiques », avec Philippe Gros, IHEDN, 73^e SN, Poldef, via Zoom, 27 mars 2021.

- Conférence : « Stratégies d'influence, soft power, guerres et manipulations de l'information », IHEDN, via Livestorm, 30 mars 2021.



Nicolas REGAUD

- Cité dans « European navies hold stronger China deterrent than first appears Long-term engagement in Indo-Pacific changes Beijing's military calculus », par Hiroyuki Akita, *Nikkei Asia*, 5 mars 2021.

- Article : « ADMM-Plus: More European Engagement? », RSIS, Singapour, 12 mars 2021.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Podcast : « La place du Vietnam en mer de Chine méridionale », « Écho », CESM (Centre d'études stratégiques de la marine), 17 mars 2021.

- Cité dans « Pour le régime communiste vietnamien, l'épidémie de Covid-19 est une aubaine », *L'Express*, 25-31 mars 2021.

- Entretien à propos des relations de défense entre Israël et le Viêt Nam, journal en vietnamien de RFI, 29 mars 2021.



Océane ZUBELDIA

- Communication : « L'ère des drones, source de conflictualité ou de stabilité (2000-2020) ? », journée d'étude « Du bouclier au drone : les technologies de guerre de l'Antiquité à nos jours », Centre de recherches en histoire internationale et Atlantique (CRHIA), Université de Nantes, 18 mars 2021.

Université de Nantes, 18 mars 2021.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Jordan BECKER

- Publication : avec Luis Simón et Linde Desmaele, « [Europe as a Secondary Theater? Competition with China and the Future of America's European Strategy](#) », *Strategic Studies Quarterly*, 15:1, 2021, p. 90-115.



Christophe LAFAYE

- Article : « Marie-Danielle Demélas : l'histoire des parachutistes est riche et passionnante », *Opérations spéciales*, n° 48, mars-avril 2021, p. 72-73.

- Article : « Faire surgir une armée du néant : l'armée française et la formation de l'armée afghane (2002-2012) – 2^e partie », *Opérations spéciales*, n° 48, mars-avril 2021, p. 64-68.

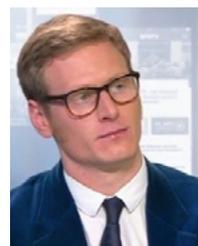


Carine MONTEIRO DA SILVA

- Conférence : « La Chine dans les relations internationales : stratégies et influence », pour l'association du Master 2 Droit et politiques de défense et de sécurité nationale de l'université de Lille, 4 mars 2021.

- Organisation, avec Louis Perez, de la séance « RETEX de thèse : Fin de thèse, de la rédaction à la soutenance » du séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche en sciences sociales » sur Zoom ; intervenants : Julie Deschepper, Quentin Ramond, Maxime Audinet, 10 mars 2021.

- Organisation, avec Louis Perez et Léa Michelis, d'une séance « Entre doctorants » du séminaire des doctorants « Méthodes, pratiques et valorisation de la recherche en sciences sociales » sur Zoom, 22 mars 2021.



Benjamin OUDET

- Prix de l'Académie du renseignement dans la mention « essai » pour l'ouvrage co-écrit avec Olivier Chopin, *Renseignement et sécurité*, Armand Colin, 2^e éd., 2019, février 2021.



COL Olivier PASSOT

- Conférence : « [Le rôle des armées françaises dans la libération du Koweït](#) », Université Gulf University for Science and Technology, 24 mars 2021.

VEILLE SCIENTIFIQUE

CHINE

Conférence « [China's Middle East Policy: What's Next?](#) » par le Cambridge Middle East and North Africa Forum ; intervenants : Alessandro ARDUINO, SUN Degang, Jonathan FULTON, Anoush EHTESHAMI, 26 février 2021.

Le 26 février s'est tenue en ligne la conférence « China's Middle East Policy: What's Next? » organisée par le Forum Afrique du Nord et Moyen-Orient de l'Université de Cambridge. L'interrogation principale de cette rencontre portait sur la façon dont la présence chinoise au Moyen-Orient pourrait déborder du champ économique pour intervenir plus directement dans les affaires stratégiques de la région. La continuation du [Pivot américain vers l'Asie](#) d'une part et de la [Marche chinoise vers l'Ouest](#) d'autre part semblent en effet promettre à Pékin un rôle remodelé et renforcé sur la scène moyen-orientale. Quatre experts des relations Chine et Moyen-Orient sont intervenus : Alessandro Arduino – chargé principal de recherche à l'Institut du Moyen-Orient de l'Université nationale de Singapour –, Sun Degang – professeur de science politique à l'Institut des Études internationales de l'Université Fudan de Shanghai –, Jonathan Fulton – professeur assistant de science politique à l'Université Zayed d'Abou Dhabi –, et Anoush Ehteshami – directeur de l'Institut des études islamiques et moyen-orientales de l'Université de Durham.

Alessandro Arduino a commencé par rappeler que le pivot asiatique de Washington ne signifie aucunement son retrait total du Moyen-Orient. Il s'agit d'un retour à une approche plus distanciée qui fut la norme avant son implication de plus en plus coûteuse, depuis la première guerre du Golfe et l'énonciation de la doctrine Carter en 1980 jusqu'à l'invasion de l'Irak en 2003-2011. Durant cette période, la Chine a pu intensifier ses relations économiques à l'abri du parapluie sécuritaire américain. Désormais, elle compte dans la région des investissements toujours plus nombreux à mesure que les Nouvelles routes de la soie (NRS) se concrétisent, et doit se préoccuper de deux intérêts essentiels : la sécurisation de son approvisionnement énergétique, et l'évacuation et/ou la protection de ses ressortissants et de ses entreprises en cas d'urgence. À cet égard, [l'évacuation en 2011 hors de la Libye de plus de 35 000 citoyens chinois a servi d'électrochoc](#). Les avertissements répétés de Pékin à la prudence [semblent n'avoir aucun effet sur des entreprises chinoises](#)

[moins réticentes au risque que leur gouvernement](#), lui ménageant ainsi de nombreux ulcères futurs.

L'intervention de Sun Degang a permis de réinsérer la discussion dans le cadre de [la politique arabe de la Chine](#). Celle-ci se déroule suivant le plan 1+2+3 : le noyau (1) étant les hydrocarbures, les ailes (2) étant le commerce et les infrastructures, et les avancées (3) étant l'énergie nucléaire, la coopération spatiale et les énergies renouvelables. En relation avec l'ambition chinoise de figurer parmi les leaders de la quatrième révolution industrielle, le Pr Sun a envisagé l'extension de cette formule aux domaines de hautes technologies tels que les drones, la 5G, l'IA, la biomédecine, etc. La redéfinition du partenariat sino-arabe comme 1+2+3+4 permettraient pour les pays arabes en particulier, mais du Moyen-Orient en général, d'avoir accès à des transferts de technologie [inaccessibles dans leurs échanges avec les États-Unis](#).

Quant à la stature de ceux-ci dans la région, Jonathan Fulton a souligné que lors de la pandémie en cours, pour la première fois les pays arabes n'ont pas trouvé en Washington un leader naturel mais ont été livrés à eux-mêmes. La réputation de la Chine, qui en début de crise subissait de graves atteintes, en est sorti finalement renforcée dans des États autocratiques compréhensifs, voire admiratifs de la gouvernance chinoise. En outre, loin d'être un argument dissuasif, le potentiel intrusif des technologies chinoises intéresse des gouvernements volontiers préparés à accroître les moyens de surveillance à leur disposition. Enfin, [la lassitude à l'égard de l'instabilité moyen-orientale qui semble répandue dans la société américaine](#) rend les protégés de la Maison Blanche sceptiques quant à la constance du protecteur. Cette inquiétude grandissante nourrit certainement la sinophilie récente des États moyen-orientaux concernés.

Anoush Ehteshami est revenu sur l'ampleur du programme des NRS et la rapidité de sa mise en œuvre. À l'heure actuelle, cette initiative qui n'a pas dix ans cumule déjà 300 000 projets labellisés « Belt & Road » – quoique nombre d'entre eux précédaient son lancement et n'ont fait que se voir attribuer une nouvelle étiquette – et ce sont au total 400 milliards de dollars qui seraient sinon dépensés, en tout cas engagés dans la constitution de cette politique concernant 60 % du PIB mondial. Économiquement, les NRS devraient favoriser le développement des régions occidentales de Chine à l'intérieur, et lui permettre de [trouver de nouveaux marchés pour les gigantesques surplus de son industrie](#) à l'extérieur. Politiquement, les NRS devraient enclencher sa Marche vers l'Ouest loin de son encerclement en Asie-Pacifique. L'enjeu pour la Chine est

d'éviter que naissent des politiques d'endiguement par la Russie en Asie centrale, par l'Inde en Asie du Sud, et par les États-Unis en Asie de l'Ouest. Diplomatiquement, les NRS apparaissent d'ores et déjà comme un succès du *soft power* chinois dans la mesure où celui-ci se compose non seulement de l'attractivité culturelle (*attraction*) et de la capacité d'entraînement (*co-opt*) mais aussi de l'élaboration de l'ordre du jour (*agenda-setting*). Ainsi, au Moyen-Orient, la plupart des États ont reformulé leurs projets de développement nationaux en y faisant figurer avec engouement les terminologies diplomatiques de Zhongnanhai.

Sur la question de la déclinaison de la rivalité sino-américaine au Moyen-Orient, Sun Degang et Jonathan Fulton ont exprimé une vision relativement optimiste dans la mesure où les intérêts de Pékin et de Washington en matière de stabilité sont essentiellement similaires. S'il y a lieu d'espérer davantage de partenariats constructifs dans cette région qu'ailleurs dans le monde, Anoush Ehteshami a nuancé cette vision de par le soutien chinois au régime iranien. Sur ce dossier, Washington, en tant qu'allié indéfectible d'Israël, pourrait se montrer particulièrement inflexible. En renversant la question, Alessandro Arduino conclut cet échange en rappelant qu'aucun pays de la région ne souhaite, en dernière instance, avoir à choisir entre Washington et Pékin.

Mehdi OULDELHKIM
Assistant de recherche

ÉTATS-UNIS / MOYEN-ORIENT

COMMENT S'ARTICULE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE JOE BIDEN AU MOYEN-ORIENT ?

Bonnie KRISTIAN, « [The Biden administration is taking steps to stay in Iraq Forever](#) », *Defense One*, 22 février 2021.

Selon le site *Defense One*, un récent briefing des Nations unies révèle la volonté de prolonger indéfiniment la participation américaine en Irak. Selon leur ambassadeur aux Nations unies, aider l'Irak à affirmer sa souveraineté face à la résurgence de l'État islamique représente une des priorités principales de l'administration Biden. Ils souhaitent continuer à rester un partenaire fiable afin d'œuvrer à la stabilité du régime et du pays. Malgré la détermination de Joe Biden à réduire les « *boots on the ground* » en référence à l'administration Obama (les

soldats américains présents sur le territoire irakien), il ne faut pas s'attendre à un revirement de situation drastique. L'administration privilégie l'aide humanitaire ainsi que le soutien civil. Selon un rapport des services de recherche du Congrès des États-Unis (CRS, « Iraq and U.S. Policy », décembre 2020), Washington est le premier État à prodiguer une aide humanitaire en Irak. Le Congrès y a investi plus de 345 millions de dollars au cours de l'année fiscale 2020. Grâce à cette stratégie « d'empreinte légère » annoncée, l'engagement américain ne devrait donc pas décliner sur ce plan. Cependant, la journaliste Bonnie Kristian conclut que la présence militaire doit, elle, être impérativement réduite, sous peine de voir s'intensifier le conflit avec l'Iran. Cet investissement dans les « guerres sans fin » demeure impopulaire pour une majorité d'Américains.

Aaron Y. ZELIN et Oula A. ALRIFAI, « [Assad is giving Biden every reason to prioritize Syria](#) », *The Washington Institute for Near East Policy*, mars 2021.

Cet article du Washington Institute, *think tank* bipartisan, dénonce la négligence, l'illégitimité et la criminalité continue du régime syrien à l'aube des dix ans du début de la guerre civile. La Syrie est toujours dévastée, et la situation humanitaire reste particulièrement préoccupante. Géopolitiquement, cet État joue pourtant un rôle central au sein de l'arc chiite iranien (Iran-Irak-Syrie-Liban), et il est donc crucial, selon les auteurs de cet article, de faire acte de présence américaine en Syrie. Washington ne semble cependant pas vouloir négocier avec Damas, mais selon A. Zelin et O. Alrifai, la politique étrangère américaine en Syrie ne peut ni ne doit être sacrifiée. Ce qui n'est pas un point de vue forcément majoritaire au sein de la communauté politique américaine. La Maison Blanche devrait considérer la Syrie comme l'État pivot de la politique régionale de l'Iran. Sans le régime syrien dans son viseur, l'ensemble de la stratégie d'influence régionale iraniennne est compromis. Il est donc primordial de prendre part à la question de la reconstruction syrienne afin de pouvoir faire effet de levier sur le régime de Rohani.

Sanam VAKIL, « [Stability in the Middle East requires more than a deal with Iran: How the United States can be part of a regional solution](#) », *Foreign Affairs*, février 2021.

Selon *Foreign Affairs*, magazine bimensuel non partisan, la stabilité du Moyen-Orient nécessite plus qu'un simple accord avec les Iraniens, et les États-Unis peuvent faire

partie intégrante d'une solution régionale. De juillet à novembre 2020, le journaliste Sanam Vakil s'est entretenu avec deux cent dix responsables et experts politiques de quinze pays différents, tous ayant pris part à l'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA). La quasi-totalité a affirmé qu'un compromis autour de la question iranienne ne réglerait pas pour autant les conflits régionaux dramatiques qui se jouent au Yémen ou en Syrie. Beaucoup pensent que Téhéran ne cessera pas son programme de missiles balistiques ni son soutien à ses alliés chiites. La solution n'est donc pas d'isoler l'Iran, mais au contraire, de promouvoir des discussions multilatérales par enjeu régional en impliquant chaque acteur concerné. La stabilité de la région est dans l'intérêt américain et dans celui des puissances régionales. Pour ces auteurs, retirer les soldats américains risquerait de déstabiliser encore davantage l'ordre régional. Washington a donc davantage d'efforts à faire, concernant l'accord iranien ainsi que d'autres de ses engagements, avant de pouvoir définitivement voir partir ses troupes. Sans une nouvelle stratégie régionale, l'agenda iranien et moyen-oriental de l'administration Biden est vulnérable, soumis aux pressions de l'opposition américaine et des partenaires du Golfe.

Hung TRAN, « [Three implications of the US-China confrontation in Anchorage](#) », Atlantic Council, mars 2021.

Selon le *think tank* pro-otarien Atlantic Council, le sommet de l'Alaska, qui a eu lieu entre la délégation chinoise et celle des États-Unis le 18 mars dernier, a permis d'exposer les priorités nationales de chaque pays présent. Y ont pris part le secrétaire d'État Antony Blinken ainsi que le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan, deux représentants incontournables de l'administration Biden. Les intérêts de Pékin et ceux de Washington ont semblé diamétralement opposés, et ce rendez-vous, qui à l'origine devait permettre d'apaiser les tensions, a démontré que la relation sino-américaine s'est embourbée dans une crise qui va durer. Les possibilités de coopération ont été remplacées par le choix d'une compétition ouverte et d'une concurrence vive, dans des domaines devenus prioritaires, tels que la technologie, la cybersécurité ou la compétition commerciale. De nombreux sujets de discorde accentuent les différences de points de vue entre les deux États comme le respect des droits de l'homme ou encore les tensions liées à la mer de Chine du Sud. Selon l'Atlantic Council, l'administration Biden et le régime de Xi Jinping sont entrés dans une nouvelle forme de guerre froide qui se manifeste par une guerre des mots exacerbée. Cependant, si la politique étrangère de Joe Biden à l'égard de la Chine est reconnue comme suffisamment

stricte par le Congrès, alors cela pourrait donner une certaine marge de manœuvre, afin de proposer des coopérations sur le changement climatique, lors de la tenue de la COP 26, en novembre prochain, à Glasgow.

Philippine RAPHANAUD
Assistante de recherche

SOCIOLOGIE MILITAIRE

Carnet de sociologie militaire.

Le blog [Sociologie militaire](#) reprend ses activités. Dans un objectif de mise à jour coopérative et efficace des informations, ce carnet répond à la nécessité toujours actuelle de créer un espace centralisé de diffusion des savoirs, de mise à disposition des ressources numériques, de communication des événements scientifiques, et de débats de la sociologie militaire.

De nouveaux outils ont été mis en place pour valoriser les travaux scientifiques dans, sur, avec l'institution militaire et les forces de sécurité. Le lecteur peut ainsi retrouver toute l'actualité de la sociologie du militaire et de ses réseaux français et francophones sur [Twitter](#) et [Lindekln](#).

L'équipe d'animation, constituée de Sébastien Jakubowski (Université de Lille), de Christophe Pajon (Centre de recherche de l'École de l'air) et de la lieutenant Camille Trotoix (IRSEM), restent à la disposition de tous ceux et de toutes celles qui auraient des questions ou souhaiteraient participer à la vie du carnet et, plus généralement, aux activités de la sociologie militaire. Vous pouvez les contacter [ici](#).

Camille TROTOUX
Chercheuse Sociologie militaire

INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

Conférence « L'intelligence économique, le nerf de la guerre ? » avec Alain JUILLET, association Sciences Po Défense & Stratégie, 11 mars 2021.

Le jeudi 11 mars se tenait en ligne une conférence organisée par l'association Sciences Po Défense & Stratégie, avec la participation d'Alain Juillet. L'ancien directeur du renseignement (2002-2003) de la DGSE a répondu aux questions de l'auditoire et développé sur le thème de l'intelligence économique durant près de deux heures. Avec une actualité riche en événements, les nombreuses questions se concentrent rapidement vers les thématiques de

souveraineté industrielle française et européenne. On comprend que l'élément-cléf de la recherche d'informations, à des fins d'anticipation pour le politique, est au centre des enjeux contemporains d'intelligence économique. À ce recueil d'informations, Alain Juillet distingue deux *praxis* de l'intelligence économique, une de sécurisation de ses activités et une autre de communication d'influence. D'une actualité frappante, la conscience des enjeux propres à l'intelligence économique se développe en France dès la décennie 1990, avec le rapport Martre de février 1994, puis le rapport Carayon en 2003 et les ventes des entreprises GM+ et Pechiney sous le gouvernement Raffarin.

La question de la politique de promotion et de développement d'une industrie franco-allemande de la défense est abordée, en particulier à propos du projet SCAF. Cette nécessité d'une politique de coopération européenne est avancée bien qu'elle puisse rentrer, selon des modalités d'intérêts stratégiques propres, en contradiction avec les lignes gouvernementales des États membres de l'Union européenne, selon l'intervenant. Alain Juillet propose une lecture critique de la réalité des rapports de force dans le domaine de la stratégie d'entreprise et de la compétition technologique. La conception réaliste, au sens de la théorie des relations internationales, domine selon lui, par une recherche de maximisation des intérêts propres de chaque puissance.

Il est également question de la politique actuelle de Bercy, et de la prise de conscience au sein de l'appareil d'État que désormais une nouvelle affaire Alstom n'est pas envisageable, à l'image des prises de position quant à la vente de Photonis ou encore de Carrefour.

Cet événement montre une diffusion de cette thématique parmi les jeunes universitaires et élèves de grandes écoles. On peut noter l'importance des réseaux sociaux dans cette dynamique, comme relais de cette conférence mais surtout comme moyen de promotion auprès du public de ce champ d'étude qu'est l'intelligence économique.

Andrea BONADONNA
Assistant de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Patrick FACON, *L'armée de l'air en quête de son identité*, Paris, La documentation française, 2020, 487 p.

Préfacé par le général Lavigne, introduit par Marie-Catherine et Paul Villatoux, l'ouvrage est un hommage à Patrick Facon qui a passé sa vie à étudier l'armée de l'air française. Le volume, constitué du mémoire d'habilitation à

diriger des recherches (HDR) de l'historien et d'un recueil de 32 de ses articles, retrace la quête identitaire de la composante aérienne entre 1900 et 1960.

La démonstration s'articule autour d'une « trilogie identitaire ». Ainsi, après avoir rappelé les fondements stratégiques et les étapes-clés de la construction identitaire de l'armée de l'air, l'auteur développe tour à tour les discours doctrinal, technique et symbolique qui se sont déployés durant le processus d'institutionnalisation de l'arme aérienne.

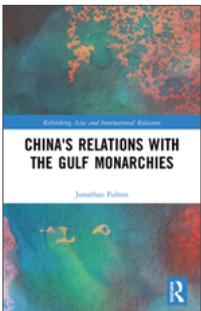
Dès les débuts de l'aéronautique militaire, les aviateurs cherchent à valoriser les spécificités de l'avion et notamment ses avantages stratégiques. En défendant une indépendance de ce domaine d'action ils se dotent d'une puissante justification à l'autonomie institutionnelle. Néanmoins, la naissance de l'armée de l'air en 1934 constitue moins un aboutissement qu'une étape dans « une véritable errance » identitaire. Éminemment stratégique, le discours doctrinal forme l'expression la plus visible et la plus significative de cette quête. Il évolue en fonction des époques et des intérêts des aviateurs. Tour à tour défensif, intégriste, assagi, il varie également de niveaux et glisse de l'opératif au stratégique. Adossé à ce premier discours, on retrouve une rhétorique technique qui se veut l'antithèse de la stagnation intellectuelle en ce que l'arme aérienne est génératrice de progrès. L'idée d'un esprit professionnel et technique propre aux aviateurs y est largement développée. Les enjeux sont majeurs et concernent les luttes interarmées pour le contrôle des armes nouvelles ou pour la répartition des missions. Enfin, le discours mythique vient clore cette « trilogie identitaire » avec l'invention du mythe des chevaliers du ciel et de nouveaux symboles. L'armée de l'air poursuit sa dynamique performative de différenciation.

Si l'auteur cloisonne chaque discours – par chapitre puis par thématique pour organiser ses articles – il s'agit d'une commodité à destination du lecteur. Il est fondamental

d'appréhender la construction identitaire de l'armée de l'air selon une intrication étroite des discours. Ainsi la technique vient soutenir le discours doctrinal qui trouve une part de justification dans le mythe, lui-même largement abreuvé par le discours technicien. Le tout constituant un discours politique global de la différenciation au profit de l'institutionnalisation.

Cet ouvrage posthume fera date pour qui souhaite comprendre la place qu'occupe aujourd'hui l'armée de l'air dans le système de forces français. Particulièrement pertinent dans le cadre de travaux sociologiques, il permet de mettre en lumière les ressorts historiques des dynamiques actuelles de représentations et d'interactions de la composante aérienne.

Camille TROTOUX
Chercheuse Sociologie militaire



Jonathan FULTON, *China's Relations with the Gulf Monarchies*, Routledge, 2018, 175 p.

Dans son important [ouvrage](#) publié en 2013, David Shambaugh analysait la Chine comme étant encore une puissance partielle – c'est-à-dire dont les relations internationales en dehors de la sinosphère n'étaient entretenues

qu'au nom d'intérêts commerciaux bien compris – sans profonde influence au-delà de ce champ transactionnel, et ce, contrairement à la puissance globale américaine. La thèse avancée par Jonathan Fulton dans ce récent précis des relations sino-golffiennes cherche à mettre en évidence la moindre pertinence de ce diagnostic dans le Golfe en seulement quelques années. Pour ce faire, il périodise en cinq temps le développement des interactions entre Pékin et les six monarchies : à une époque d'indifférence (1949-1965) succède celle d'hostilité (1965-1971), puis de transition (1971-1990) et d'interdépendance (1990-2013) avant l'entrée dans l'ère actuelle des nouvelles routes de la soie (2013-présent). Il s'attelle à rendre compte de l'intensification et de la diversification de leurs échanges à travers ces cinq phases par l'adoption d'un cadre conceptuel issu du réalisme néoclassique. En premier lieu, il étudie les variables systémiques qui déterminent la puissance matérielle et la marge de manœuvre stratégique des États en question. Ensuite, il traite des variables domestiques, matérielles comme idéelles, qui expliquent le passage de ces divers déterminants à une politique étrangère articulée aux différents défis nationaux mettant potentiellement en péril la conservation du pouvoir par le parti commu-

niste d'une part, et par les différentes dynasties royales de l'autre. L'usage répété de ce cadrage et de ce séquençage lui permet d'analyser d'abord du cas de la Chine, de son insertion au sein de la société internationale en général et de son engagement dans le Golfe en particulier. Il fait de même pour celui-ci, avant d'affiner l'analyse au niveau bilatéral en traitant les relations sino-saoudienne, sino-émiratienne et sino-omanaise. Les trois micro-États qatari, koweïti et bahreïni ne font pas l'objet de chapitres dédiés mais sont examinés dans l'élan de la conclusion.

La translation fulgurante de la Chine depuis la périphérie du système international jusqu'en son centre a alimenté deux controverses. La première, constructiviste, s'interroge sur l'existence d'une spécificité humaniste et pacifique de la civilisation chinoise dans ses rapports avec l'étranger héritée de la tradition confucéenne. S'appuyant sur les [travaux](#) d'Alastair Iain Johnston, J. Fulton tranche en faveur d'une vision moins irénique qui banalise les moteurs effectifs de la diplomatie chinoise aussi bien dans le passé – l'imposition de la *pax sinica* là comme ailleurs s'appuyait sur la force brute en dernier ressort – que dans le présent – la *realpolitik* sert en effet de centre de gravité aux débats internes à Zhongnanhai. La seconde, réaliste, cherche à évaluer l'ambition révisionniste de Pékin vis-à-vis de l'actuel ordre international sous conduite américaine, et les risques d'une montée aux extrêmes. Dans un pays qui comptait 400 manifestations par jour en 2011 et dans lequel un point de croissance représente un million d'emplois (p. 33), il convient cependant de garder à l'esprit que [la politique extérieure reste un moyen au service de fins intérieures](#). C'est pourquoi, selon J. Fulton, dans la mesure où l'ordre libéral international favorisait son développement économique et son rattrapage technoscientifique, l'ouverture pragmatique de l'ère Deng Xiaoping a établi la Chine comme soutien rationnel du statu quo, quoique arc-bouté non sans mal sur les principes westphaliens de non-ingérence. La poursuite de ces deux impératifs, avec un profil de moins en moins bas, a fait de la Chine, devenue importatrice net de pétrole en 1993, le plus important client du Golfe puisqu'elle absorbe désormais [un cinquième de sa production pétrolière](#). De plus, aux yeux des cheikhs, elle commence à disposer de technologies compétitives aptes à rivaliser avec les offres américaines telles que la 5G.

Outre son éminent rôle de station-service, [trois autres raisons](#) confèrent au golfe Persique une importance cruciale dans le système international : la compétition féroce pour l'hégémonie régionale qui s'y déroule, l'activisme transnationale des mouvements islamistes qui s'y entremêlent, et les alliances entretenues avec des puissances externes

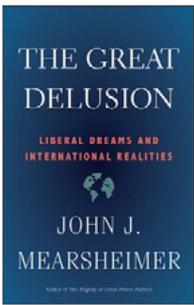
qui s'y bousculent. Malgré ces turbulences, les six monarchies peuvent se targuer d'une longévité plus grande que tout autre régime dans le monde arabe, tandis que le Golfe semble pour Pékin un sous-système remarquablement stable au sein d'une « Asie de l'Ouest » morcelée. Leur longévité s'explique non seulement par la redistribution de la rente énergétique, mais aussi par une solidarité intra-dynastique qu'il s'agit de pérenniser grâce aux programmes de transition vers des économies post-hydrocarbures. Avec une consommation de pétrole qui pourrait devenir le double de celle des États-Unis d'ici 2040 (p. 65 : [15,8 millions de barils par jour](#), soit [deux millions de plus que la totalité des exportations quotidiennes du Golfe en 2020](#)), la Chine garantit une rentrée d'argent nécessaire à leur bonne conduite. De plus, ses investissements dans d'autres domaines de haute technologie aident à leur diversification industrielle. Les deux constituants de la stabilité relative du Golfe résultent des menaces existentielles ressenties lors de la guerre Irak-Iran, avec la création en 1981 du Conseil de coopération du Golfe mais surtout la mise en pratique de la doctrine Carter et l'implantation de l'impressionnante présence militaire des États-Unis dans la zone. À l'heure où les aléas des tensions intra-golffiennes sont fragilement réglés et où Washington cherche à réduire son empreinte sécuritaire au Moyen-Orient, les potentats du Golfe spéculent sur les avantages d'une possible implication politique plus profonde de la Chine, tout en gardant à l'esprit que celle-ci n'en montre pour l'heure aucune envie, ni n'en possède encore les capacités navales. Il n'en demeure pas moins que la Marche vers l'Ouest de Pékin d'une part et les projets de sortie de la dépendance aux hydrocarbures dans le Golfe de l'autre ont accouché d'une conjecture particulièrement favorable à des synergies sino-golffiennes sans précédent.

Une période d'indifférence chacun dans son bloc a laissé place au zèle révolutionnaire d'une Chine maoïste soutenant – modestement – le Front populaire de libération du Golfe arabe occupé durant la guerre du Dhofar. Par la suite, l'établissement des relations bilatérales s'est échelonné de 1971 (Koweït) à 1990 (Arabie saoudite). Dès lors, l'interdépendance s'est cristallisée autour de la demande énergétique croissante de Pékin tout en s'ouvrant à d'autres champs, jusqu'à se systématiser dans le cadre extensible de la « Belt & Road Initiative » (BRI). Riyad est le pilier de l'engagement chinois dans le Golfe – Téhéran mis à part – avec une dimension sécuritaire (par exemple, un exercice naval conjoint s'est tenu en 2019) et culturelle (l'apprentissage du mandarin comme deuxième langue étrangère est actuellement en voie de généralisation dans le secondaire saoudien) plus mature, bien que très loin de prétendre remettre en cause le pacte du Quincy. En 2016, la Chine est deve-

nue le premier partenaire commercial de Riyad en même temps que la relation se trouvait promue au rang ultime de partenariat stratégique global. La rapide mise en valeur de leur lien bilatéral s'accompagne d'une absolue non-ingérence et de livraisons d'infrastructures considérables, telles que les extensions du métro mecquois. Sans grande transparence, Pékin peut vendre ce que Washington refuse de fournir – drones et missiles balistiques – voire semble s'engager dans un partage de savoir-faire dans l'un comme dans l'autre. Également, la plus grande participation des compagnies chinoises dans le programme nucléaire civil saoudien alimente les craintes récurrentes d'un éventuel début de militarisation. Les Émirats sont les seuls à se situer au même niveau de partenariat depuis 2019, avec la spécificité d'une relation commerciale extra-énergétique plus musclée notamment dans la réexportation et la haute technologie : 4 200 entreprises et 200 000 ressortissants chinois y travaillent (p. 156). Les projets émiratis dans les nouvelles technologies, notamment les biotechniques et l'intelligence artificielle, sans compter la coopération dans le domaine spatial, retiennent l'attention. De nos jours, les investissements du magnat de l'IA Kai-fu Lee rapprochent Group 42 de son projet de constituer un « Palantir arabe », tandis que G42 s'est aussi illustré durant la pandémie grâce à son partenariat avec le Beijing Genomics Institute, reconnu comme « le Huawei de la génomique ». En comparaison, Mascate et Pékin ont une relation moins dense, mais le contournement d'Ormuz par le port de Duqm et la situation de [quasi-monopsonne chinois](#) sur le pétrole omanais la rend précieuse aux deux. Quant aux trois plus petits États, le gaz qatari fonde depuis 2014 un partenariat stratégique avec Doha cependant moins divers et moins développé, de même pour le pétrole koweïti malgré la place non négligeable du projet « Silk City » au sein de la BRI. Enfin, Manama n'occupe qu'un rang mineur, non seulement de par le manque de ressources bahreïnies mais par l'absence d'investissements chinois d'ampleur dans le BTP.

Tout au long de l'ouvrage, l'embrigadement d'une théorie attrape-tout permet de n'oblitérer aucune variable digne de figurer dans les études de cas successives, mais donne quelquefois l'impression d'une schématisation artificiellement plaquée sur des données qui n'en avaient pas grand besoin. Cependant, ce bémol n'affecte en rien le fait que le thème de la relation sino-golffienne s'avère particulièrement riche et dynamique pour attester de l'enracinement d'une Chine à la puissance de moins en moins partielle.

Mehdi OULDELHKIM
Assistant de recherche



John MEARSHEIMER, *The Great Delusion: Liberal Dreams and International Realities*, Yale University Press, 2019, 328 p.

John Mearsheimer propose un ouvrage critique de la politique extérieure américaine de ces dernières décennies. La question centrale traitée consiste en une appréciation des avantages et inconvénients du libéralisme, dans ses différentes acceptions telles que l'auteur les développe, comparativement à toute autre conception politique des relations internationales. John Mearsheimer se questionne sur les causes des échecs de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient et dans les relations bilatérales de cette dernière avec la Russie (chap. 1). Ce constat d'échec le conduit à s'intéresser aux relations et divergences entre libéralisme et nationalisme. Il s'interroge également sur la rationalité des acteurs, influencée par les identités et cultures propres à chaque nation (chap. 2). Les politiques des États libéraux occidentaux contemporains reposent donc à la fois sur les notions de préservation de la sûreté et des libertés individuelles, le *modus vivendi liberalism*, et de progressisme sociétal, le *progressive liberalism*. Cette dichotomie induit, selon lui, un paradoxe libéral, conduisant l'État garant des libertés individuelles à protéger également les droits de ses sujets hostiles à son propre modèle politique (chap. 3).

Ces éléments à la base des États occidentaux sont remis en question aujourd'hui, au sein de ces mêmes États, par l'émergence d'un renouveau des nationalismes dont le mandat de Donald Trump serait l'une des expressions (chap. 4). Il propose par la suite une étude de l'application de la doctrine libérale en politique extérieure (chap. 5), en particulier sous les mandats de Bill Clinton et de G. W. Bush, dont ils déplorent l'esprit de croisade. Les conséquences matérielles de ces politiques militaristes successives induisent à ces dernières un caractère excessif et velléitaire, aussi bien en termes de coûts humains et matériels pour le pays qui les mène, que du peu de résultats (dans le cas de l'Afghanistan notamment) au prix de conséquences humanitaires lourdes (chap. 6). Une mise en place généralisée des valeurs libérales ne signifierait pas une pacification globale des relations internationales, au contraire des théories de la *pax democratica*, de l'interdépendance économique et de l'institutionnalisme libéral, en raison de la recherche perpétuelle de sécurité de l'État, pour lui-même (chap. 7). John Mearsheimer conclut en donnant ses projections de la politique extérieure américaine à venir (chap. 8).

Le point de vue adopté demeure critique et nourri de références nombreuses, classiques (Hobbes, Locke, Machiavel) comme contemporaines (Michael Walzer, Michael Doyle, John Rawls). John Mearsheimer fait une lecture fortement néoréaliste des relations internationales et donne des clés de lecture à la compréhension des enjeux doctrinaux contemporains de la politique étrangère étatsunienne. Sa pensée systémique des relations internationales est au cœur du propos de son ouvrage, qui s'insère pleinement à la fois dans le débat universitaire internationaliste, et dans le contexte plus général du débat intellectuel américain.

Andrea BONADONNA
Assistant de recherche



Caroline MORICOT, *Agir à distance, Enquête sur la délocalisation du geste technique*, Classiques Garnier, « Histoire des Techniques » n° 19, 2020, 259 p.

Maître de conférences en sociologie à l'Université Paris-Panthéon-Sorbonne et membre du Centre d'étude des techniques, des connaissances et des pratiques (CETCOPRA), Caroline Moricot propose dans l'ouvrage *Agir à distance, Enquête sur la délocalisation du geste technique*, une réflexion originale fondée sur la plasticité des usages de l'homme à la machine autour des notions matérielles et immatérielles de la distance. Il est le résultat d'importants travaux menés dans le cadre de deux études de terrain dédiées à la robotique chirurgicale et aux drones militaires. À cet effet, les technologies de la guerre et de la chirurgie se font écho, dans les sept principaux chapitres, au prisme de l'aptitude humaine à s'approprier leur mise en œuvre. L'objet de cette déclinaison n'a pas pour finalité de déterminer le bien-fondé ou la légitimité de l'utilisation d'appareils dirigés à distance, comme le propose en grande partie la littérature anglo-saxonne, mais ambitieuse, comme le souligne Caroline Moricot, d'éclairer de l'intérieur. Le questionnement porte sur le processus d'appropriation et d'organisation de l'homme, dans le sens individuel et collectif, à se montrer résilient face à des techniques inédites et, en définitive, à utiliser différemment ses propres capacités cognitives.

Quel est l'engagement du corps dans l'action à distance ? De l'automatisation de l'avion et de la place faite au pilote dès 1930, en passant par la réalisation de tâches en milieu hostile via des robots dans le cadre de l'industrie nucléaire française à partir des années 1980, à la mon-

tée en puissance de l'informatique et de l'association de la robotique à l'intelligence artificielle (IA) viennent ouvrir le débat sur l'autonomie pour rejoindre les années 2000 où les technologies télé-opérées augmentent de manière exponentielle au point de s'étendre à de nombreux milieux professionnels. Qu'elles soient civiles ou militaires, le fonctionnement de ces technologies, composées d'un degré d'autonomie plus ou moins élevé, nécessitent en sus du geste expert de l'homme et de ses facultés visuelles et cognitives des liaisons de données (réseau) qui synchronisent l'action à distance. Ces procédés de télé-opération sont mus par la contraction des ères spatiales qui paradoxalement permettent le partage d'une même temporalité tout en donnant l'illusion d'être dans une dimension locale commune. De nouveaux « territoires » professionnels s'ouvrent ainsi qu'une réorganisation sociale du travail impliquant une redistribution des rôles, des responsabilités, et un changement des perceptions.

Les trois dispositifs, systèmes de drone, de télé-chirurgie et de biopsie optique, étudiés spécifiquement par l'auteur en termes de chaînes technique et humaine, permettent de s'interroger sur la contribution qualitative de l'homme et de la machine. À cet effet, comment les distinguer ? Leurs actions respectives sont fortement imbriquées l'une dans l'autre du fait de l'interaction constante, mais n'impliquent pas nécessairement un déterminisme des techniques sur l'homme dans le sens organisationnel. Les activités et opérations à distance engendrent d'une certaine manière la distillation du corps venant pousser la réflexion sur la notion de présence, de responsabilité et de confiance. La maîtrise de tels outils engage une implication personnelle de l'individu et renvoie au sentiment de donner du sens à son action. Par extension, les champs d'applications technologiques à distance viennent confronter deux mondes, les utilisateurs et les non-utilisateurs, portant la discussion sur l'activité la plus adaptée à généraliser. Au-delà des aspects d'acceptabilité sociale, la machine exige d'être entretenue et ajustée pour garantir son bon fonctionnement, part dans laquelle l'homme est essentiel.

En conclusion, l'essence même de l'homme ne peut être évincée de la technique et appelle à être pensée dans un ensemble.

Océane ZUBELDIA

Chercheuse Drones, industries et innovation

À VENIR

1^{er} avril : Séminaire [en ligne] « [Nouvelles technologies, sécurité et puissances démocratiques – Le soldat augmenté et ses enjeux pour les puissances démocratiques à partir du cas français](#) », avec Gérard de Boisboissel, ingénieur de recherche, directeur de l'Observatoire « Enjeux des nouvelles technologies pour les forces », CREC Saint-Cyr. [Inscription obligatoire](#).



Depuis peu, la convergence des nouvelles technologies émergentes que sont le numérique (informatique, numérisation de l'espace de bataille) et les sciences du vivant (biotechnologies, neurosciences) – lesquelles se fertilisent mutuellement tout en se miniaturisant – ouvrent de nouvelles perspectives pour le combattant en opération.

Elles peuvent en effet lui permettre de dépasser ses propres limites afin d'être plus efficace dans l'exécution de sa mission, de durer sur les théâtres souvent longs (fatigue, stress), en vue de conserver une supériorité tactique sur l'ennemi. Elles peuvent aussi lui permettre de ne pas être déclassé face à l'hyper-précision et l'hyper-réactivité des systèmes d'armes de demain qui pourraient faire apparaître l'homme comme le maillon faible des systèmes du futur. Mais l'homme n'est pas une machine et les opportunités que peuvent offrir ces nouvelles technologies posent des questions fondamentales qu'il convient d'aborder sous les aspects éthiques, juridiques, sociologiques, métaphysiques et tactiques, afin d'anticiper leurs effets. Quelles limites doit-on imposer aux techniques d'augmentation ayant effet sur l'homme afin de respecter la dignité du soldat ? Peut-on envisager des augmentations invasives, voire irréversibles, dans le seul but de l'efficacité militaire ? Quelle place pour le consentement ? Quelle place pour le corps médical dans l'accompagnement des augmentations ? Quelle place pour le chef ? Le

combattant peut-il devenir une simple composante des systèmes d'armes perfectionnés de demain ?

Cette intervention vous propose d'entrer dans ce nouvel univers des possibles, tout en cherchant à évacuer les fantasmes ou les mythes qui peuvent accompagner cette réflexion prospective. Elle se placera dans le cadre d'une recherche entamée au niveau national dès 2015, avant d'aborder la question majeure de l'accompagnement politique et démocratique des enjeux que pose l'augmentation, puis de l'ouvrir à sa dimension internationale.

1^{er} avril : Seminar [online] « [Strategic issues in the Americas – Geopolitical new normal: \(dis\)continuities of the Chinese and Russian presence in Latin America](#) », with Víctor M. Mijares (Universidad de los Andes, Colombia). [Inscription obligatoire.](#)



In the 21st century, China and Russia have approached Latin America in parallel, but with different approaches and rates. The first and main explanation has been geostrategic, presuming that it is due to a policy of balancing against the US. However, a complementary explanation is that both Eurasian powers are trying to obtain material advantages beyond the strategic positioning in the Americas. This double motivation for rapprochement is combined with the increasingly open invitations from Latin American governments. But others, differences are perceived in how Beijing and Moscow look and act in the region, motivated by domestic political logic. On the one hand, China's policy towards Latin America has been subject to leadership changes. On the other, Russia's policy has been linked to the dynamics of the selectorate that supports Putin's power group. The only apparent constant is that the Chinese and Russian presence is now part of the Latin American landscape. Additionally, both great powers have become models for the incursion of other Eurasian powers, with the risk of greater authoritarian learning and cooperation.